NPA L'étincelle
NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE
Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste révolutionnaire

Centre hospitalier
Saint-Denis

Lundi 25 avril 2022

Macron le mal élu pourrait vite déchanter

Grande victoire de Macron, titrent certains médias. Si les 58,5% des suffrages qui se sont exprimés sur son nom sont un des records de la Ve République, l'exploit consiste surtout à avoir été élu avec autant de voix d'hommes et de femmes qui le détestent ! Ont voté pour lui – à l'appel direct ou à peine voilé de tous les partis, de droite comme de gauche – des millions qui ont subi sa politique pendant cinq ans mais voulaient encore moins subir celle de Marine Le Pen. Drôle de démocratie que celle du moins pire contre le pire ! Sans oublier une abstention record aussi. « Merci… ce vote m'oblige », a pourtant déclaré Macron sur fond de tour Eiffel pour que sa photo fasse le tour du monde. Il aurait mieux fait de dire merci à Marine Le Pen dont les idées nauséabondes ont servi de repoussoir. Et rien ne l'oblige à rien. C'est à nous de jouer maintenant, et pas au simple jeu biaisé d'un vote.

Le jeu truqué des urnes

Macron avait eu 9,7 millions de voix au premier tour, 28% des votants, soit à peine 20,5% des inscrits. Neuf millions d'autres s'y sont rajoutées au second, surtout de ceux qui vomissent sa politique. Celles du reste de la droite lui revenaient de droit, mais le maigre score de Valérie Pécresse ne pesait pas bien lourd. S'y sont ajoutées celles d'électeurs écologistes à qui était resté en travers du gosier le cinéma hypocrite du « grand débat sur la transition écologique » et la promesse de futures centrales nucléaires de poche à multiplier. Ajoutées aussi celles de travailleurs, de jeunes qui, écœurés de la droite tout autant que de la gauche gouvernementale, avaient regardé vers Mélenchon ou tout simplement voté pour lui, là aussi par défaut, dans le seul but de ne pas avoir au second tour ce choix impossible entre deux maux.

Au soir de ce second tour, tous les leaders politiques, de l'extrême droite à la gauche de Mélenchon en passant par la droite, nous ont vanté leur « troisième tour » : les élections législatives de juin, qui leur permettraient, s'ils avaient assez de députés, de mettre des bâtons dans les roues du futur quinquennat ou… d'être pris par Macron comme ministres de ceci ou cela. Même Mélenchon, qui s'emploie à rassembler ce qui reste de la gauche, propose à Macron la cohabitation gouvernementale, avec lui comme Premier ministre. Quel nouveau leurre pour les travailleurs ?

Contre la politique de Macron, à nous de jouer

Pas sûr que ces jeux politiques inquiètent Macron.
En revanche, c'est la colère des classes populaires, et leurs luttes, qui le menacent. Lors de son premier quinquennat, il avait d'abord essuyé la colère de Gilets jaunes, dressés contre la vie chère. Ensuite la révolte de salariés contre sa réforme des retraites, qu'il avait dû remettre à plus tard, même si elle était l'un des souhaits du patronat, et que, côté syndicats, il avait reçu l'assentiment à peine voilé de la CFDT. La pandémie l'a à son tour mis sur la sellette, elle qui mettait en abîme la crise sanitaire dénoncée et combattue par les travailleurs de la santé revendiquant la réouverture de lits, de structures d'accueil et de soins, des embauches massives bien avant son apparition. Des revendications auxquelles son gouvernement restait sourd, mais qui commençait à plier face à la détermination de certaines mobilisations de travailleurs.

Au bilan du premier mandat de Macron est à mettre aussi la progression des idées d'extrême droite, mortelles pour le monde du travail, et celle des voix d'une Marine Le Pen tablant sur l'aggravation du chômage et de la misère pour clamer « les Français d'abord », pendant que Macron avec sa traque incessante aux migrants encourageait, voire doublait la démagogie nationaliste et xénophobe de l'extrême droite.

« L'obligé » Macron a annoncé la couleur de son nouveau quinquennat : la retraite à 65 ans, 15 ou 20 heures de boulot gratuit par semaine pour les titulaires du maigre RSA, notamment. Pendant que le patronat multiplie ses plans de restructuration et suppressions d'emploi, à commencer dans le secteur automobile. Et pendant que les PDG du CAC 40 affichent des doublements de salaires mirobolants d'une année sur l'autre. Non, face à ce que nous promet Macron, on n'est pas prêts à se laisser faire. C'est face à la colère sur les lieux de travail et dans la rue que le nouveau quinquennat de Macron pourrait bien capoter.

Et alors les salaires ?

Nous sommes nombreux à avoir entendu que des collègues ont réussi à arracher des primes temporaires lors de mouvements de grève. Suivons l'idée, unissons nos forces. On pourrait d'ailleurs revendiquer de vraies augmentations de salaires pour toutes et tous, la prime Ségur a à peine comblé la perte de salaire imposée par le gel du point d'indice depuis plusieurs dizaines d'années : dernière augmentation de deux centimes par point en 2016…

Contre la fermeture de la maternité des Lilas, amplifions la mobilisation

Menace récurrentes de fermeture pour la maternité des Lilas, pionnière de l'accouchement naturel et symbole du combat pour l'accès des femmes à l'interruption volontaire de grossesse (IVG), cette fois-ci, c'est pour le 2 juin. Jugée vétuste et peu rentable, et pourtant si nécessaire dans le désert médical qu'est le département, ses repreneurs potentiels, tous des groupes de santé privés, pourraient décider sa fermeture.

Mobilisation vendredi dernier pour réclamer la prolongation de son autorisation d'activité et des financements : l'Agence régionale de santé est interpellée par le collectif des salariés et des usagers sur ces propositions. Amplifions le mouvement contre la fermeture.

Grève générale des hospitaliers au Sénégal après la mort d'une patiente enceinte début avril

Après la grève générale de 72 heures la semaine dernière, les hospitaliers sénégalais ne lâchent pas. Ils remettent ça cette semaine et annoncent un nouvel arrêt du travail de 48 heures mardi et mercredi. Le collectif des travailleurs de santé et de l'action sociale organise le mouvement « Maternités sans sage-femme » en soutien aux six sages-femmes de l'hôpital de Louga en service au moment du décès de la patiente enceinte, qui ont été suspendues de leurs fonctions et, pour quatre d'entre elles, incarcérées en attendant la tenue de leur procès le 27 avril pour « non-assistance à personne en danger ».

Contre le lynchage de faux coupables, c'est les vraies responsabilités de cet incident que les hospitaliers dénoncent : l'état dégradé du système de santé public au Sénégal.

Des services d'urgences « au bord de la rupture » partout en France

C'est ce que déplore Emmanuelle Seris, la porte-parole de l'Association des médecins urgentistes de France, qui rappelle, ENCORE, que 80 000 lits ont été supprimés en vingt ans, et que les décisions prises après la pandémie de Covid sont loin d'avoir répondu aux carences, anciennes et nouvelles, en lits et en nombre de soignants nécessaires pour faire tourner les services. C'est « au moins 25% des services d'urgences en France [qui] sont, aujourd'hui, au bord de la rupture ». Certains sont en grève, comme à Orléans ou à Chartres, toujours pour des MOYENS HUMAINS ET CAPACITAIRES.

La grève au CHR d'Orléans continue

Suite au décès d'un patient dans un couloir (comme à Strasbourg il y a à peine un mois !), quasiment toutes les infirmières et aides-soignantes des Urgences sont en arrêt maladie pour épuisement professionnel. Cette situation est aussi une dénonciation de la misère imposée et un refus de continuer ainsi. Aucune réquisition possible, les Urgences sont fermées, d'autant que les médecins ont suivi en entrant en grève début avril. Seules les urgences vitales sont admises. Mais cette situation désastreuse ne pose manifestement aucun problème à la direction, qui refuse pour l'instant obstinément le bon sens : embaucher pour ouvrir des lits.

Après Orpea, le groupe Bridge sur la sellette

Le groupe Bridge, créé en 2018 et qui gère 26 Ehpad en Île-de-France, Grand-Est et Normandie, vient d'être mis en examen. Il se voit reprocher des dysfonctionnements, notamment des résidents délaissés et des établissements en surcapacité. Même méthode qu'Orpea. Bridge, dont le chiffre d'affaires annuel avoisine les 50 millions d'euros, diminue les effectifs à tout-va lorsqu'il rachète une maison de retraite, supprime les primes de remplacement, d'assiduité et de participation – qui représentent entre 100 et 150 euros net sur le salaire d'une aide-soignante – voire licencie l'encadrement qui rechigne à accepter cette politique.

Les salariés d'Amazon en lutte pour les salaires

Les huit entrepôts d'Amazon situés en France sont touchés par un mouvement de grève. En cause, les salaires très faibles, guère plus élevés que le Smic. La direction propose une augmentation de 3%, inférieure à l'inflation. Les travailleurs et les syndicats réclament au minimum 5%. Ce serait bien le moins pour un groupe dont le bénéfice s'est élevé en 2021 à 33 milliards de dollars.

Merci à celles et ceux qui ont voté pour Philippe Poutou, comme à celles et ceux qui ont voté pour Nathalie Arthaud. Même faibles, les scores de l'extrême gauche sont ceux de près de 500 000 travailleurs et jeunes convaincus de la nécessité de renverser cette société capitaliste. Pour les luttes à venir, leur participation va compter bien au-delà de ce qu'ils représentent dans les urnes. À la sortie des élections présidentielles mettant en concurrence des bourgeois issus du même monde, nous avons plus que jamais besoin d'exprimer haut et fort les intérêts de notre classe sociale. Par la lutte, imposons la mise en œuvre des mesures urgentes dès maintenant. Hors de question de laisser un chèque en blanc aux président et futurs ministres. Ouvrons-la et défendons notre vision de la société : celle du pouvoir des travailleurs pour l'intérêt de toutes et tous.